

Décrète:

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} du décret du 25 février 1951, modifié par le décret du 20 juillet 1949, est modifié ainsi qu'il suit:

« Pour être admis à subir les épreuves du doctorat ès sciences, les candidats devront justifier du diplôme de licencié avec mention d'un des groupes suivants:

V. — Biologie générale, ou zoologie ou botanique, ou génétique.
« Physique générale, ou chimie générale, ou chimie physique ou chimie biologique.
« Un des certificats d'études supérieures suivants au choix du candidat: zoologie, botanique, physiologie générale, biologie générale, psychophysiologie, génétique ».

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 avril 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'éducation nationale,
YVON DELBOS.

Décret du 14 avril 1950 relatif au diplôme de maître d'éducation physique et sportive et créant un brevet d'éducation physique et sportive.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,
Vu le décret n° 45-137 du 17 mars 1945 relatif au diplôme de maître d'éducation physique et sportive, modifié par le décret n° 45-2385 du 17 octobre 1945 et par le décret du 1^{er} juillet 1947;
Vu le décret du 1^{er} juillet 1947,

Décrète:

Art. 1^{er}. — L'article 2 du décret du 1^{er} juillet 1947 est remplacé par le suivant:

« L'article 4 du décret n° 45-137 du 27 mars 1945, relatif au diplôme de maître d'éducation physique et sportive est modifié ainsi qu'il suit:

« Art. 4. — 1^o Les épreuves de la deuxième partie du diplôme de maître d'éducation physique et sportive constituent le concours de recrutement des maîtres d'éducation physique et sportive, fonctionnaires.

« Aucun candidat ne peut être reçu à ce concours s'il n'a obtenu une note moyenne égale ou supérieure à 10/20.

« Le nombre de postes mis au concours est fixé chaque année par décret.

« Pour se présenter au concours, les candidats doivent:

« Être de nationalité française;
« Être âgés de moins de vingt-six ans le 31 décembre de l'année du concours, cet âge limite pouvant être reculé d'un temps égal à la durée des services civils validables pour la retraite;

2^o Un brevet d'Etat d'éducation physique et sportive sera décerné aux candidats de nationalité française et étrangère, ayant obtenu aux épreuves du concours de recrutement une note moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20.

« Ce brevet ne conférera à ses titulaires aucun droit à un poste de fonctionnaire de l'Etat ».

Art. 2. — Les présentes dispositions sont immédiatement applicables.

Art. 3. — Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 avril 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'éducation nationale,
YVON DELBOS.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique,
à la jeunesse et aux sports,
ANDRÉ MORICE.

Décret du 14 avril 1950 relatif à l'acceptation d'une donation consentie par l'Etat chérifien à l'université de Paris en vue de la création d'une « Maison du Maroc » à la Cité universitaire.

Par décret du 14 avril 1950, le recteur de l'académie, président du conseil de l'université de Paris, est autorisé à accepter, au nom de l'université de Paris, la donation consentie à ladite université, par l'Etat chérifien, d'un immeuble que le donateur s'engage à construire, et d'une somme de cinq millions de francs, en vue de la création à la Cité universitaire d'un foyer qui portera le nom de « Université de Paris. — Maison du Maroc ».

Décret du 14 avril 1950 portant admission à la retraite d'un professeur au Muséum national d'histoire naturelle.

Par décret en date du 14 avril 1950, M. Jeannel (René), professeur au Muséum national d'histoire naturelle, directeur dudit établissement, est admis, pour ancienneté d'âge et de services, à faire valoir ses droits à une pension de retraite, à compter du 22 mars 1950.
M. Jeannel est maintenu en fonctions jusqu'au 30 septembre 1950 inclus.

Commissions consultatives paritaires du personnel d'enseignement professionnel des centres d'apprentissage.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret du 16 septembre 1949 relatif au statut du personnel temporaire d'enseignement professionnel des centres d'apprentissage publics, et notamment l'article 12,

Arrête:

Art. 1^{er}. — La commission consultative paritaire instituée, dans chaque académie, par l'article 12 du décret n° 49-1261 du 16 septembre 1949, relatif au statut du personnel temporaire d'enseignement professionnel des centres d'apprentissage, est composée:

De six représentants de l'administration;
Et de six représentants du personnel, répartis comme suit:

A. — REPRÉSENTANTS DE L'ADMINISTRATION

Membres titulaires.

Membres suppléants.

Le recteur de l'académie, président.	L'inspecteur principal de l'enseignement technique.
L'inspecteur principal de l'enseignement technique.	Un inspecteur de l'enseignement technique.
Un inspecteur d'académie.	Un inspecteur d'académie.
Deux inspecteurs de l'enseignement technique.	Deux inspecteurs de l'enseignement technique.
Un secrétaire d'inspection de l'enseignement technique.	Un secrétaire d'inspection de l'enseignement technique.

B. — REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

	MEMBRES titulaires.	MEMBRES suppléants.
Professeurs d'enseignement technique théorique	2	2
Professeurs techniques, chefs des travaux.....	1	1
Professeurs techniques, chefs d'ateliers.....	1	1
Professeurs techniques adjoints.....	2	2

Art. 2. — Les membres de la commission consultative paritaire susvisée sont désignés pour une période de deux ans. Leur mandat peut être renouvelé.

Art. 3. — Les représentants de l'administration, autres que les membres de droit, sont nommés par arrêté rectoral dans les quinze jours qui suivent la proclamation des résultats des élections visées ci-après pour la désignation des représentants du personnel.

Art. 4. — Les élections des représentants du personnel ont lieu à la date fixée par arrêté ministériel.

Art. 5. — Sont électeurs et éligibles, dans chacune des catégories de personnel représentées à la commission consultative paritaire académique du personnel d'enseignement professionnel des centres d'apprentissage, les agents temporaires des centres d'apprentissage en fonctions à la date des élections.

Art. 6. — La liste des électeurs est arrêtée par le recteur et portée à la connaissance du personnel intéressé des centres, quinze jours au moins avant la date du scrutin.

Dans les huit jours qui suivent la publication de la liste, les électeurs peuvent vérifier les inscriptions et, le cas échéant, présenter des demandes d'inscription. Dans le même délai et pendant trois jours à compter de son expiration, des réclamations peuvent être formulées contre les inscriptions ou omissions sur la liste électorale.

Le recteur statue sans délai sur les réclamations.

Art. 7. — Les listes des candidats doivent être déposées au rectorat (inspection principale de l'enseignement technique) au moins trois semaines avant la date fixée pour les élections.

Art. 8. — Les élections ont lieu au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle.

Un bureau de vote est institué dans chaque centre d'apprentissage, et les votes transmis sous pli cacheté et recommandé à l'inspection principale de l'enseignement technique immédiatement après le scrutin, accompagnés d'une liste d'émargement et d'un procès-verbal d'élection.

Le dépouillement a lieu dans les quatre jours qui suivent la date du scrutin.